

NOUVELLE VISION DE L'AGRICULTURE AU TOGO

La concrétisation d'une mécanisation agricole

500 tracteurs attendus pour équiper les 400 ZAAP



#6



Le Magasin Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°713 du mercredi 18 octobre 2023 - 17^{ème} année - Prix: 250 FCFA



ECONOMIE

SOMMET DES LEADERS MONDIAUX SUR L'INVESTISSEMENT :

Faure Gnassingbé partage sa vision d'un Etat stratégique

#3



La WAPPP apporte son soutien au Togo

SANTÉ

UN AUTRE VISAGE À PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2024

Les 03 catégories de personnes qui vont bénéficier de l'assurance maladie

#6

Le pays vient de faire un pas en avant en matière de couverture santé universelle qui veut que chaque personne ait accès à des services de santé de qualité dont elle a besoin, au moment et à l'endroit où elle en a besoin, sans que cela génère pour elle des difficultés financières. Des populations jadis non prises en compte vont être aidées.

POUR UN CADRE DE VIE DÉCENT AU TOGO...

Bientôt 3 000 logements sociaux

#3

Un nouveau site déjà identifié et visité

Le grand défi du gouvernement



Forfait internet expiré, mégas lé kèdèèè...

Récupère gratuitement tes mégas expirés en renouvelant ton forfait.

***909*2#**

Récupère gratuitement les Mégas expirés en renouvelant ton forfait.
Forfaits internet à partir de 600F.
Volume expiré disponible jusqu'à 5 jours.
Consultation solde expiré *909*90#

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
600F	400Mo	3 Jours	+1 jour

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
1000F	1Go	7 Jours	+3 jours
1500F	1,6Go	7 Jours	

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
3000F	3Go	30 Jours	+5 jours
5000F	6Go	30 Jours	
10000F	20Go	30 Jours	
15000F	60Go	30 Jours	
25000F	110Go	30 Jours	



LE CARNET

Opération d'immatriculation des engins à 2 et 3 roues

La Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF) prévoit le lancement d'une opération nationale d'immatriculation des engins à deux et trois roues circulant sans plaque d'immatriculation. Cette initiative est programmée du 5 novembre au 17 décembre et sera déployée dans les principales agglomérations du pays. L'action initiée par la DTRF vise à améliorer la sécurité routière et d'optimiser la régulation du trafic, en sensibilisant les propriétaires de ces engins sur l'importance de l'véhicules. L'enjeu de cette opération d'envergure est majeur, car il concerne tant la sécurité routière que la régulation du trafic. Les engins à deux et trois roues, fréquemment observés sur nos routes, nécessitent une identification adéquate pour garantir leur traçabilité, faciliter les enquêtes en cas d'accident, et assurer le respect des règles de circulation. « Actuellement, de nombreux engins à deux et trois roues circulent sans être immatriculés, créant ainsi un défi substantiel pour les autorités en charge de la sécurité routière. Cette opération nationale vise à remédier à cette situation en encourageant les propriétaires à immatriculer leurs véhicules conformément à la législation en vigueur », explique la DTRF. Chaque propriétaire qui participe activement à cette initiative contribue à créer un environnement routier plus sûr et mieux organisé pour tous les usagers de la route. Les équipes de la DTRF seront réparties dans des centres spécialement dédiés à cette opération, judicieusement situés dans les villes sélectionnées. Les propriétaires des engins concernés sont fortement encouragés à se rendre dans ces centres pour initier les démarches d'immatriculation dans les délais impartis.

6 semaines du nord au sud

L'opération d'immatriculation se déroulera sur une période de 6 semaines, débutant à Cinkassé du 6 au 7 novembre 2023, puis se poursuivant à Dapaong du 8 au 11 novembre. L'équipe sera présente à Mango du 13 au 14 novembre, à Kara du 15 au 18 novembre, à Bafilo du 20 au 21 novembre, à Guerin Kouka du 22 au 23 novembre. L'opération tient à Bassar du 24 au 27 novembre, à Sokodé du 28 au 30 novembre, à Tchamba du 1er au 3 décembre, à Elavagnon du 4 au 6 décembre, à Anié du 7 au 9 décembre, à Atakpamé du 10 au 11 décembre. Notsè, Tohoun, Kpalimé, Kévé et Aného accueillent respectivement la DTRF du 12 au 14 décembre, du 15 au 16 décembre, du 8 au 10 novembre, du 11 au 13 novembre, du 14 au 16 novembre. Au 19 novembre, à Vogan : du 20 au 22 novembre, à Tagligbo : du 23 au 25 novembre, et à Tsévié : du 26 au 30 novembre.

Pour encourager la participation active des propriétaires, des mesures incitatives seront mises en place, incluant des réductions de frais d'immatriculation et des avantages spéciaux pour ceux qui immatriculent leurs engins durant la période de l'opération.

NOUVEAU CLASSEMENT, NOUVEL EXPLOIT NATIONAL
Le Togo, grand pays réformateur en Afrique

L'émergence nécessite de gros efforts au sommet de l'État. Il faut oser, innover, se donner les moyens de sa politique. Peu importe le prix à payer pour offrir aux citoyens des conditions favorables à leur réussite socioéconomique, le pays est prêt. Un nombre incalculable de projets ou réformes existent aujourd'hui et portent haut la nation.

Le Togo s'est forgé une réputation de pays qui met tout en œuvre pour libérer le potentiel des entrepreneurs, faciliter et optimiser les relations entre l'administration publique et les bénéficiaires des services publics, attirer les investisseurs nationaux et étrangers, etc.

Un pays qui aime les réformes

Dans le rapport Doing Business 2020 établi par la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires dans le monde, le Togo se trouve à une très

bonne position. Le pays avait fait un saut qualitatif de 40 places et se plaçait au quatre-vingt-dix-septième rang dans cet ancien classement prestigieux qui évalue 190 pays de la planète.

Jadis, le Togo était, selon la Banque mondiale, le troisième pays le plus réformateur au monde, derrière l'Arabie Saoudite et la Jordanie. Sur le continent africain, le pays est premier, loin devant le Nigéria et toutes les autres nations réputées pour leur population dense.

C'est une performance qui s'explique par les réformes engagées par l'exécutif qui n'arrête plus de les empiler, à travers la cellule Climat des affaires de la présidence de la République.

Nouveau classement, nouvel exploit national

C'est à travers l'Évaluation des politiques et des institutions en Afrique (CPIA) que la Banque mondiale note maintenant les pays. La CPIA 2023 place à son tour le Togo dans le top 5 des pays africains dans lesquels on promeut suffisamment la bonne gouvernance économique.

Selon le rapport divulgué en septembre 2023, le Togo enregistre la plus forte progression en Afrique, avec un score de 3,7 points, très

au-dessus de la moyenne des pays de la région ouest-africaine et de la moyenne globale (3,2) des 39 pays de l'Afrique subsaharienne.

Le développement en marche

C'est donc une nouvelle avancée qui fait intégrer le Togo à la short list des 05 pays africains les plus réformateurs en matière de gouvernance et troisième en Afrique de l'Ouest et du Centre, toujours dans la même catégorie.

En ce qui concerne la gestion économique, le Togo s'en sort avec un score de 3,8. Ses politiques structurelles, d'inclusion sociale et d'équité sont aussi saluées.

FRUIT DES RÉFORMES STRUCTURELLES ET INSTITUTIONNELLES
Les engagements de la Banque Mondiale ont presque quintuplé

Au Togo, il y a une hausse sensible des engagements financiers de la banque mondiale (BM). Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ils passent de 238 millions de dollars en 2018 à 1 134,63 millions de dollars en 2023, soit un taux de croissance d'environ 381%. Des résultats encourageants et qui sont le fruit des réformes courageuses mises en œuvre sous la direction du président Faure E. Gnassingbé.



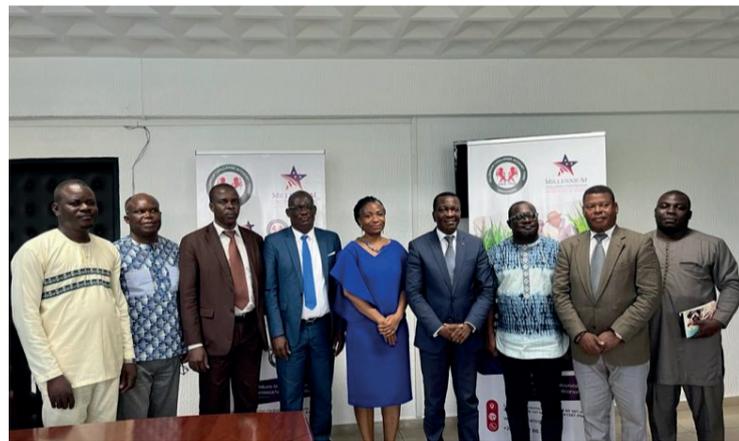
Ce taux de croissance est confirmé par Mme Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire générale de la Présidence au Maroc lors de sa rencontre avec Ousmane Diagana, vice-président la Banque Mondiale en charge de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. C'était en marge des travaux des assemblées annuelles 2023 du groupe de la BM et du FMI.

Ce bond est le fruit direct de la notable amélioration du score CPIA (Country Policy and Institutional Assessment) du Togo. Le CPIA est un indicateur clé qui évalue la qualité des politiques et des institutions d'un pays. L'Évaluation des politiques et des institutions (CPIA) en Afrique est un outil de diagnostic annuel destiné aux pays d'Afrique subsaharienne qui peuvent bénéficier des financements de l'Association internationale de développement (IDA), l'institution de la Banque mondiale qui apporte son aide aux pays les plus démunis de la planète.

Pour Mme Sandra Ablamba Johnson, l'augmentation des allocations est indissociable d'un ensemble de réformes structurelles et institutionnelles mises en œuvre depuis 2018. Ces initiatives ont non seulement amélioré les indicateurs de gouvernance, mais également créé un environnement favorable à l'investissement et au développement durable. Face à ces avancées, le gouvernement togolais s'est engagé à maintenir cette dynamique positive. L'objectif est de redoubler d'efforts pour assurer la qualité et l'efficacité des futurs projets, en établissant des critères plus rigoureux. Il s'agit pour le Togo de capitaliser sur ces acquis pour inscrire son développement dans une trajectoire durable et inclusive, a souligné Sandra Johnson: "Nous sommes convenus non seulement de redoubler d'efforts dans nos actions actuelles, mais aussi de mettre en place des critères plus rigoureux pour garantir la qualité de nos projets.

RÉFORMES FONCIÈRES :
Le Ministre d'État Adédzé Kodjo accélère le processus

Le Ministre d'État, en charge du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière au Togo, Adédzé Kodjo, s'engage à accélérer les réformes foncières en cours dans le pays. Le lundi dernier, il a échangé avec Madame N'game Jeanne Bougonou, Directeur Général de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account Togo (OMCA-Togo), et son équipe responsable du projet de réformes foncières pour l'accroissement de la productivité agricole (LRAP).



En effet, ces réformes, réalisées dans le cadre de l'accord de don entre le gouvernement togolais et la Millennium Challenge Corporation, visent à améliorer la sécurité foncière pour stimuler les investissements dans le secteur agricole. Cependant, la première phase de ce projet a été jugée concluante, avec la réalisation de tous les objectifs prévus. Une seconde phase, lancée en octobre, vise à proposer des textes d'application du code foncier et domanial pour faciliter l'accès aux droits fonciers par les populations rurales. Le Ministre d'État a souligné l'importance de ces réformes pour le développement du Togo, affirmant que le gouvernement accordera

une attention particulière à l'information, la communication et la sensibilisation pour s'assurer du succès de ces changements. Pour optimiser les résultats, le Ministre prévoit de promouvoir une synergie d'action entre les différents services impliqués dans les procédures foncières, clarifiant ainsi les rôles et responsabilités de chaque acteur.

Enfin, l'adhésion des parties prenantes à ces réformes politiques et institutionnelles est considérée comme un facteur clé de succès. Le projet LRAP bénéficie d'un financement de huit millions de dollars de la MCC et devrait apporter des améliorations significatives dans le secteur foncier et agricole du Togo.



Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

POUR UN CADRE DE VIE DÉCENT AU TOGO...

Un nouveau site identifié pour 3 000 logements sociaux

Shelter Afrique maintient son engagement pour le financement de la construction de 3000 logements sociaux au Togo ceci, deux ans après la signature du premier protocole d'accord. Le directeur général de cette institution panafricaine de financement appuyant exclusivement la promotion de l'habitat et du secteur immobilier en Afrique l'a réaffirmé en début octobre au ministre d'Etat, en charge de l'urbanisme et de l'habitat, Kodjo Adedze.



Les deux personnalités ont en effet échangé à Alger (Algérie) en marge de l'Assemblée générale de la société organisée du 3 au 06 octobre derniers. Les travaux, auxquels a activement participé la délégation officielle togolaise, ont notamment débouché sur l'adoption de nouveaux textes actant la transformation de Shelter Afrique en une banque de développement, essentiellement consacrée au financement de la construction des logements dans les pays membres.

Au Togo, ce projet de construction s'inscrit dans un programme global qui ambitionne d'ériger en tout, 20.000 logements sociaux abordables, conçu par le gouvernement, conformément à son agenda de promotion d'un cadre de vie décent.

Une mission de Shelter était déjà à Lomé

En octobre 2021, une équipe technique de Shelter avait d'ailleurs effectué une mission à Lomé, pour opérationnaliser le projet. Sa mission, finaliser les derniers détails de l'accord conclu en début d'année entre le Gouvernement et l'entité basée à Nairobi, pour la construction de 3000 logements sociaux dans la capitale togolaise, et opérationnaliser le projet. Une délégation reçue par le Président de la République, a réitéré l'engagement de l'institution à appuyer le Togo dans la réalisation de ces objectifs. Le droit au logement pour tous et l'amélioration du cadre de vie figure en bonne place dans l'agenda des priorités gouvernementales. En plus des initiatives de modernisation en cours dans les grandes villes à travers le PIDU ou le PEAT, et les projets immobiliers public-privé déjà entamés (Mokpokpo, Renaissance, Well City), l'exécutif prévoit l'acquisition de 139 hectares de terrain, pour construire les logements sociaux. Un Fonds Social de Développement de l'Habitat (FSDH) devrait également bientôt voir le jour, et les municipalités d'au moins 5000 habitants, dotées d'un schéma directeur d'aménagement urbain.

Protocole d'accord de Nairobi

Il faut rappeler qu'il y a deux ans de cela, le Gouvernement (représenté par le ministre de l'urbanisme, Koffi Tsolenyanu) et l'institution panafricaine de financement du développe-

ment de l'habitat et de l'immobilier, Shelter Afrique, ont conclu à Nairobi, un protocole d'accord pour la construction de 3000 logements sociaux dans la capitale togolaise.

Cet accord, qui s'inscrit dans le cadre du programme de construction de 20 000 logements sociaux d'ici 2025 (objectif revu), doit permettre d'intensifier la promotion et le développement des projets de logements abordables à grande échelle dans le pays, où le déficit d'habitat décent est devenu un problème majeur.

De façon concrète, la société se chargera de développer sur un modèle de partenariat public-privé, la construction des logements à Lomé, grâce aux facilités qu'accordera le gouvernement (terres, infrastructures et incitations fiscales).

"Le protocole d'accord que nous avons signé avec Shelter-Afrique ouvre une nouvelle phase de partenariat et sera crucial pour atteindre notre objectif de logement pour 2025", a souligné le ministre de l'urbanisme à l'issue de la cérémonie de signature.

Créé en 1982, Shelter Afrique est un véhicule d'investissement privilégié pour le secteur du logement. L'entité, dont l'actionariat est composé de 44 pays africains, la BAD et la Société Africaine de Réassurance, devrait bientôt voir le Togo obtenir un siège permanent au sein de son conseil d'administration. Des discussions sont en effet en cours dans ce sens

Les logements sociaux, le talon d'Achille ?

Annoncés depuis 2005 dans les 20+ (le recueil des promesses de campagne du candidat) de Faure Gnassingbé, le projet peine à décoller, à part la prise d'une partie du Lycée technique et professionnel de Lomé, anciennement appelé Lycée Eyadema, pour la construction de logement de haut standing.

En 2019 par exemple, le nombre de logements achevés au Togo était de 1 800 unités. Comparativement, le déficit annuel supplémentaire est estimé à 15 000 unités, portant ainsi le déficit de logements décents à 500 000 unités. En 2018, les autorités évaluaient la proportion des entreprises relevant du secteur informel à plus de 93 % de l'économie avec un salaire mensuel moyen qui était de

35 000 francs CFA. Dans le même temps, le coût du logement le moins cher construit par un promoteur immobilier est de 28 fois le revenu moyen annuel par habitant. Dans ces conditions, l'accès à un logement décent est difficile pour la plupart des togolais, et demeure un défi pour les pouvoirs publics. C'est ainsi qu'une priorité est consacrée à la construction des logements sociaux.

A cet effet, à Kpomé dans la Commune Zio 1 un site d'une superficie de 1 177 hectares a été identifié et attribué au Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière pour la construction de 20 000 logements sociaux décents à coûts abordables. La banlieue de Kpomé, près de Lomé qui concentre plus de la moitié de la demande de logements à coûts abordables, sera le site pilote. La ville de Lomé concentre l'essentiel des activités administratives, économiques, sociales et culturelles du Togo et abrite, 23 % de la population totale du pays.

Le jeudi 12 octobre 2023, le Ministre d'Etat, Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Kodjo Adedze, a visité ledit site.

Il s'agissait pour M. Adedze de faire la reconnaissance des lieux et du positionnement géographique du site, de constater l'état d'avancement des travaux de reprofilage des voies d'accès et d'examiner les possibilités de déviation pour les camions gros porteurs afin de faciliter le déroulement



Le ministre Adedze sur le site

des travaux.

Ce projet, selon le gouvernement, garantira aux ménages, à revenus faibles et intermédiaires, un accès à la propriété d'un logement décent et une amélioration de leurs conditions de vie.

Le projet cible les ménages à revenus faibles et intermédiaires, un accès à la propriété d'un logement décent et une amélioration de leurs conditions de vie. Environ 100 000 personnes à revenus faibles et intermédiaires (fonctionnaires, ménages modestes, notamment ceux ayant des femmes à leur tête, etc.) bénéficieront de ce projet, ce qui correspond à environ 1,25 % de la population du Togo.

Le Projet des 20 000 logements constitue aussi un levier d'inclusion sociale et de croissance pour le pays. En effet, la fourniture de logements sociaux devrait avoir un impact direct

et positif sur les déterminants sociaux de la vie des gens, notamment l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, aux soins de santé, à la nourriture et aux opportunités économiques. L'intervention permettra également de créer les conditions pour la mise en place d'une structure urbaine métropolitaine et surtout le rééquilibrage du marché foncier dans l'agglomération de Lomé. Durant la phase de construction, d'importantes ressources seront aussi générées par le paiement des impôts au profit du trésor public et la hausse de la demande de matériaux de construction. Au plan social également, environ 60 000 emplois (en moyenne 3 emplois par logement) pourraient être créés.

A.I.

SOMMET DES LEADERS MONDIAUX SUR L'INVESTISSEMENT : Faure Gnassingbé partage sa vision d'un Etat stratégique La WAPPP apporte son soutien au Togo

Invité d'honneur au sommet des leaders mondiaux sur l'investissement le 16 octobre 2023 à Abu Dhabi, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a partagé avec ses pairs et le monde des affaires, sa vision d'un Etat Stratège qui permettra de relever les défis du développement durable et la consolidation de la résilience des populations.



Pour le chef de l'Etat togolais, la réponse aux défis émergents auxquels font face les économies nationales, passe par plusieurs mécanismes innovants notamment l'Etat stratège, un Etat dont le rôle est d'assurer la réalisation des investissements à travers le partenariat public-privé.

« Le cœur de mon propos aujourd'hui concerne à moyen terme le rôle de l'Etat que j'appellerai stratège. C'est le travail de fond sur le rôle de l'Etat qui, à l'horizon 2030, nous permettra de pleinement réaliser les ambitions d'investissement et par des partenariats public-privé » a précisé le chef de l'Etat.

C'est d'ailleurs ce besoin de poli-

tique cohérente et visionnaire qui a guidé le Président de la République à mettre en place la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, un fil conducteur mais aussi une banque de projets porteurs pour les investisseurs.

Et les fruits sont perceptibles, car « cette vision a permis l'avènement d'un partenariat fructueux avec le secteur privé pour le développement d'une plateforme industrielle dans la banlieue nord de Lomé, la capitale ». Elle a également contribué à la réalisation des projets prioritaires dans les secteurs de l'énergie avec la création des centrales solaires et bien d'autres projets d'envergure.

Toutes ces réalisations ne seraient

effectives que dans un climat de paix et de stabilité. C'est donc à raison qu'en plus du rôle que l'Etat doit jouer pour la mobilisation des investissements durables, le chef de l'Etat a insisté sur les mécanismes de renforcement de la stabilité dans les pays en voie de développement.

Le Président de la République s'est réjoui du retour en grâce de l'Etat stratège dans les pays développés et de la planification industrielle qui fait de plus en plus l'objet de nouveaux consensus.

IL a félicité la Secrétaire générale de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) pour l'invitation adressée et les autorités des Emirats arabes unis pour l'accueil qui lui a été réservé.

Le Chef de l'Etat a invité les partenaires techniques et financiers à rentrer dans cette nouvelle dynamique et les a encouragés à défendre les capacités budgétaires des pays africains afin qu'ils arrivent à jouer pleinement leurs rôles d'Etat stratège.

Pour rappel, le sommet des leaders mondiaux sur l'investissement est l'un des panels phares du huitième Forum mondial de l'investissement qui se tient du 16 au 20 octobre 2023 à Abu Dhabi aux Emirats arabes unis,

Suite à la page 5



COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif à un message de recrutement sur les réseaux sociaux

L'Office Togolais des Recettes (OTR) tient à informer le public que le message qui circule actuellement sur les réseaux sociaux, demandant aux jeunes d'intégrer un groupe WhatsApp aux fins de se faire recruter comme agent de surveillance du territoire douanier, n'émane en aucun cas de l'OTR.

Nous tenons à souligner que l'OTR n'utilise pas les réseaux sociaux ou des applications de messagerie instantanée pour recruter des agents de surveillance du territoire douanier ou tout autre personnel. Toute information officielle de recrutement émanant de l'OTR est publiée sur notre site web officiel (www.otr.tg) et à travers les médias traditionnels.

Nous appelons le public à la vigilance et à ne pas partager de telles informations douteuses sur les réseaux sociaux. Il est de la responsabilité de chacun de vérifier l'authenticité des messages avant de les relayer.

L'OTR prendra les mesures nécessaires pour identifier les responsables de cette diffusion d'informations trompeuses et les traduire en justice conformément à la loi en vigueur au Togo.

Nous restons engagés à assurer la transparence dans nos processus de recrutement et à fournir des informations précises et vérifiées au public.

Pour toute question ou information complémentaire, veuillez contacter le 22 53 14 00 ou le numéro Whatsapp de l'OTR 90 99 41 01.

Fait à Lomé, le 15 septembre 2023
Le Commissaire Général

Signé

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201

www.otr.tg

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT



INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
+228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT



L'OTR n'utilise pas les réseaux sociaux ou des applications de messagerie instantanée pour recruter des agents de surveillance du territoire douanier ou tout autre personnel.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
+228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT



Toute information officielle de recrutement émanant de l'OTR est publiée sur notre site web officiel (www.otr.tg) et à travers les médias traditionnels.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
+228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT



Nous appelons le public à la vigilance et à ne pas partager de telles informations douteuses sur les réseaux sociaux.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
+228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT



L'OTR prendra les mesures nécessaires pour identifier les responsables de cette diffusion d'informations trompeuses et les traduire en justice conformément à la loi en vigueur au Togo.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
+228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT



Nous restons engagés à assurer la transparence dans nos processus de recrutement et à fournir des informations précises et vérifiées au public.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
+228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

RELIGION : L'INFORTECR délivre les diplômes aux premiers aumôniers internationaux

L'Institut de formation théologique ecclésiastique et des sciences religieuses (INFORTECR) basé en Colombie, a procédé le samedi, 14 octobre 2023 à la remise de diplômes aux premiers aumôniers internationaux du Togo. C'était au cours d'une cérémonie tenue à l'Eglise Mission Internationale Autel de Bethel (MIAB) à Lomé.



Il y avait environ une centaine de récipiendaires composés de pasteurs et responsables issus de divers horizons à recevoir la plaque officielle de l'aumônerie ecclésiastique internationale qui les accrédite pour apporter l'évangile du seigneur Jésus-Christ dans nombreuses régions du monde. Ces récipiendaires, après avoir suivi une formation d'une semaine à Lomé sur les sciences théologiques, l'éthique et la doctrine, formation assurée par une équipe de l'INFORTECR venue de Colombie, auront pour mission de prôner et d'apporter la paix dans leurs communautés. Ils ont pour mission aussi d'accompagner les prisonniers, les malades dans les hôpitaux et des personnes en situation de vulnérabilité. Cette cérémonie de remise de diplômes présidée par le représentant de l'INFORTECR Dr Alvaro a été marquée par la remise d'attestation de reconnaissance au pasteur Dr Kossi Agbegnigan Agbekponou en qualité de Coordonnateur général en Afrique. Ce dernier a également reçu une médaille avec une mention d'honneur pour son travail et son engagement. Des certificats honorifiques ont été aussi décernés à d'autres pasteurs tel que le président de l'APEGEF-Togo, Rév. Pasteur Paul Koffi Kpodonou pour leur dévouement.

Le représentant de l'INFORTECR Dr Alvaro dans son intervention a remercié le gouvernement Togolais tout en félicitant les récipiendaires pour leur engagement pour la paix dans le monde. « Je ne saurais exprimer la joie qui m'anime de voir ce magni-

fique groupe d'aumôniers très engagé et prêt à servir les autres. Toutes fois j'implore la bénédiction divine sur vous et mon plus grand souhait c'est que la deuxième promotion atteigne au plus 500 inscrits au Togo », a-t-il laissé entendre.

Le nouveau coordonnateur de l'INFORTECR en Afrique a rendu grâce au seigneur sur le choix porté sur son humble personne et promet de mener à bien les charges qui lui sont du, ceci avec l'aide du bureau en place. « C'est l'Éternel qui m'a localisé et qui a choisi que ce moment devient propice pour que je sois à la tête de la coordination en Afrique et je ne fais que lui rendre grâce. » a laissé entendre Pasteur Dr Kossi Agbegnigan Agbekponou. Il va plus loin et explique : « un aumônier est un soldat de Dieu, un missionnaire qui va se déplacer pour travailler pour instaurer la paix là où il y a la guerre. C'est une première en Afrique que l'INFORTECR gradue les aumôniers. Nous sommes le premier pays à être gradué après un dur labeur. C'est une grande fierté pour ce pays, nous sommes les hommes de Dieu, mais nous avons décidé de travailler aux côtés du gouvernement pour que la paix règne au Togo », a-t-il ajouté. Dix pays en Afrique bénéficieront d'une formation en décembre prochain en commençant par le Togo ceci, au cours d'une tournée de l'INFORTECR-Togo annoncé par le coordonnateur général d'Afrique. Il a également lancé un appel à tous ceux qui désirent devenir des ambassadeurs de paix de bien vouloir s'inscrire au secrétariat de l'Institut

pour être gradués et compter parmi les aumôniers internationaux. Par ailleurs, Dr Agbekponou a témoigné sa gratitude aux hautes autorités du Togo pour leur soutien. L'INFORTECR est une institution à caractère ecclésiastique basée en Colombie qui a ses branches dans plusieurs pays à travers le monde. Il a pour but de former les hommes de Dieu notamment des pasteurs, apôtres, prophètes et des aumôniers qui sont des ambassadeurs de paix.

C'est à la grande satisfaction de tous et dans une ambiance agrémentée par des séquences de prières, louanges et la prestation de la chorale de MIAB que cette cérémonie a pris fin ce jour à Lomé. Il est à noter que ces diplômes délivrés par l'INFORTECR son reconnu dans plus de 82 pays.

L'ambiance a été agrémentée par des séquences de prières, louanges et adoration et la prestation de la chorale de MIAB.

Dr Alvaro a félicité les récipiendaires pour leur engagement pour la paix dans le monde. « Je suis heureux de voir ce magnifique groupe d'aumôniers », a-t-il dit. Il a imploré la bénédiction du Seigneur sur eux et souhaité que pour la deuxième promotion, le nombre atteigne 500 inscrits au Togo.

Le coordonnateur général d'Afrique a annoncé qu'ils parcourront en décembre prochain dix pays en Afrique en commençant par le Togo. Il a, en outre, lancé un appel à tous ceux qui désirent devenir des ambassadeurs de paix de bien vouloir s'inscrire pour être gradués et compter parmi les aumôniers internationaux. Par ailleurs, Dr Agbekponou a témoigné sa gratitude aux hautes autorités du Togo pour leur soutien.

Visiblement satisfaits, les récipiendaires ont exprimé leur joie d'être gradués et rendu gloire au Seigneur. Pour eux, cette plaque internationale obtenue leur donne une ouverture pour effectuer leur mission tant nationale qu'internationale sans entrave. L'INFORTECR est une institution à caractère ecclésiastique basée en Colombie qui a ses branches dans plusieurs pays à travers le monde. Il a pour but de former les hommes de Dieu notamment des pasteurs, apôtres, prophètes et des aumôniers qui sont des ambassadeurs de paix.

Tata Sylvie

SUITE DE LA PAGE 3

à l'initiative de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

La WAPPP apporte son soutien au Togo

L'intervention remarquable du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé au sommet des leaders mondiaux sur l'investissement organisé dans le cadre du huitième Forum mondial de l'investissement suscite déjà l'admiration des partenaires. En marge des travaux, le chef de

l'Etat a reçu Monsieur Ziad Alexandre Hayek, président de l'Association mondiale des unités de partenariat public-privé (WAPPP).

Au cœur des échanges, la mobilisation du secteur privé à la mise en œuvre des projets d'infrastructures sociales de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

« J'ai discuté avec le Président de la République des questions liées aux projets d'infrastructures sociales au Togo et comment notre association peut aider le pays à faire avancer ces projets qui intéressent les inves-

tisseurs mondiaux » a précisé le président de la WAPPP.

L'Association mondiale des unités de partenariat public-privé (WAPPP) est un réseau d'unités de partenariat public-privé, d'agences d'infrastructures et de représentants du secteur privé. Elle a pour mission de construire des partenariats innovants et de mettre en œuvre les objectifs de développement durable 2030 à travers des partenariats public-privé.

T.B.

Courtes contre la montre

Echange de tirs !

Grâce à sa promptitude et sa réactivité, la Police nationale togolaise a réussi à récupérer une moto et une télé écran plat volées par deux individus qui ont fait usage de feu sur les agents des forces de l'ordre et de sécurité lors d'une patrouille. Face à des éléments mieux aguerris et plus techniques, les malfrats ont abandonné les objets volés suscités pour lesquels la Police cherche le propriétaire. Dans une annonce, la police indique que : « Dans la nuit du 08 au 09 octobre 2023, deux individus ont été surpris par une équipe de patrouille de la Police nationale au quartier Athiéme à Lomé. À la vue des policiers, ces personnes ont ouvert le feu en direction des forces de l'ordre, avant de prendre la fuite. L'équipe de patrouille a riposté aux tirs. Dans leur fuite, les malfrats ont abandonné une moto RTR APACHE sans plaque d'immatriculation et un poste téléviseur de marque SAMSUNG et d'une taille de 54". La Police nationale invite toute personne à qui pourrait appartenir l'un et/ou l'autre des objets, à bien vouloir se présenter au Commissariat de police de Légbassito. Ce qu'il faut relever, c'est que ce sont des repris de justice qui se relance dans ces histoires. De voleurs de poules, de cuivre, de marmites ou de « gapko gbléglé » libérés par un système judiciaire à sens unique et dévoué pour des tâches dont le système même à conscience, ils deviennent voleurs de téléphones, de télévisions, de matériels électroniques. Et après une autre libération d'un milieu carcéral dont le contenu qui est un mélange de saints, de possédés et de démons personnifiés, dépasse largement et longuement le contenant, ils se transforment par le biais de ce mélange, en assassins professionnels, kidnappeurs de haut niveau, violeurs en série, dealers de drogue de tout genre et d'armes, malfrats de premier rang, braqueurs internationaux, terroristes au point d'ôter la vie des civils et des Forces de Défense et de Sécurité.

Nangbéto, le trop plein !

Le barrage de Nangbéto, situé dans la région des Plateaux au Togo, a récemment fait face à un scénario inhabituel en raison des fortes pluies qui se sont abattues sur la région. Les précipitations abondantes ont poussé le réservoir du barrage à atteindre sa capacité maximale, obligeant les autorités à prendre des mesures d'urgence pour éviter tout débordement. Les débits observés au barrage dépassent actuellement les 800 mètres cubes par seconde, une quantité significative qui a nécessité une réponse immédiate de la part des autorités locales. L'Agence nationale de protection civile (ANPC) a émis une alerte, avertissant les résidents des zones avoisinantes des cours d'eau de rester vigilants face à l'augmentation rapide des débits d'eau. Heureusement, bien que les débits d'eau soient considérables, les autorités compétentes assurent que la situation est sous contrôle et qu'il n'y a pas de risque majeur d'inondations dans la région. Des mesures proactives ont été prises pour gérer la situation de manière adéquate et minimiser les risques pour la population. Le barrage de Nangbéto est géré sous la coupole de la Communauté électrique du Bénin (CEB), une organisation régionale qui englobe à la fois le Togo et le Bénin. Cette situation met en évidence l'importance de la coordination régionale dans la gestion des ressources en eau et la réponse aux situations d'urgence liées aux précipitations abondantes. La population locale est appelée à rester informée des dernières mises à jour de la situation et à suivre les directives des autorités pour assurer la sécurité de tous les habitants de la région. La météo reste sous étroite surveillance, car de nouvelles pluies pourraient aggraver la situation si les débits d'eau continuent à augmenter. Les équipes de secours sont en alerte, prêtes à intervenir en cas de besoin, et les autorités locales se tiennent prêtes à prendre des mesures supplémentaires si la situation évolue.

Les pêcheurs togolais réclament...

Le secteur de la pêche au Togo est confronté à un sérieux problème d'insécurité en mer, ce qui a conduit les pêcheurs togolais à formuler des doléances pressantes auprès des autorités. En première ligne de leurs demandes, l'immatriculation des pirogues, une mesure qu'ils estiment cruciale pour leur sécurité en mer.

La doléance des pêcheurs togolais

Le syndicat professionnel des pêcheurs togolais appelle à l'immatriculation des pirogues, soulignant que cette initiative permettra de mieux suivre et protéger les marins pêcheurs lors de leurs expéditions en mer. Cette demande vise à lutter contre l'insécurité croissante qui touche les pêcheurs togolais, de plus en plus exposés à des actes de piraterie en mer. En outre, les pêcheurs demandent la réfection du chenal d'entrée du port de pêche de Lomé. Ce chenal est actuellement à l'origine de plusieurs accidents en mer, mettant en danger la vie des pêcheurs. Sa réhabilitation est une priorité pour garantir des conditions de travail plus sûres. Le secteur de la pêche au Togo est principalement artisanal et joue un rôle économique crucial. Il emploie environ 20 000 personnes et contribue à hauteur de 4,5 % au Produit Intérieur Brut (PIB) du pays. Les doléances des pêcheurs visent à protéger les travailleurs du secteur tout en préservant cette contribution significative à l'économie togolaise.

LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC

Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL
Niema KANGNIGA | +228 91 77 16 31

INFOGRAPHIE
LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE
Rad Graphic Sarl U
2 000 exemplaires



NOUVELLE VISION DE L'AGRICULTURE AU TOGO La concrétisation d'une mécanisation agricole

500 tracteurs attendus pour servir à équiper les 400 ZAAP

Dans la nouvelle vision du Gouvernement de développer une agriculture à grande échelle pour renforcer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agro-industrie au Togo, la mécanisation devient une des priorités majeures dans le secteur agricole.

Utile sur toute la chaîne de production, la mécanisation agricole permet de préparer les terres agricoles, de semer et de planter au moment opportun, d'entretenir les cultures et d'assurer les récoltes. Elle participe également au transport des produits agricoles des sites de production vers les infrastructures de stockage, les unités de transformation ou les lieux de commercialisation. Bref, la mécanisation facilite considérablement l'activité agricole aux exploitants en favorisant l'augmentation des surfaces cultivées, le développement des systèmes alimentaires et la création de la valeur ajoutée. L'enjeu est de taille, avec un fort engagement du gouvernement, qui se traduit par de nombreuses initiatives avec à la base, une étude diagnostique des besoins en matériel et

équipements agricoles au Togo qui a permis de faire une cartographie du matériel agricole existant sur le territoire national et d'évaluer les variétés et les quantités de matériel nécessaires sur les exploitations agricoles dans le pays. Ces initiatives du gouvernement concernent notamment : La mise à la disposition des producteurs d'importants lots de matériel agricole motorisé composés de matériel de préparation de sol, d'entretien de cultures et de récolte à travers divers projets et organisations partenaires intervenant dans le secteur agricole et à l'occasion des rencontres directes du Chef de l'Etat avec les producteurs agricoles des cinq régions du pays ; L'acquisition d'ici la fin de l'année 2023 de 500 tracteurs et accessoires dont 80 ont été déjà fournis et mis à

la disposition des producteurs ; L'exonération des taxes de douane sur le matériel et les équipements agricoles. Les 500 tracteurs attendus devront servir à équiper les 400 ZAAP à mettre en place d'ici 2025 à raison d'un tracteur par ZAAP et à créer dans toutes les régions, des brigades de prestataires de services de mécanisation agricole, sources d'emploi pour les jeunes. Pour soutenir ces différentes initiatives, il a été décidé la mise en place de six centres de mécanisation agricole (CRMA) dans les six régions agricoles du pays. Actuellement les centres de Tchitchao pour la région de la Kara et de Kpalimé pour la région des Plateaux-Ouest, sont en cours de construction et seront opérationnels à partir d'avril 2024. Quant aux quatre centres restants, les sites ont été déjà identifiés et le début de réalisation prévu pour bientôt. Destinés à rapprocher le service de mécanisation agricole des producteurs, ces centres qui seront gérés sur la base des partenariats public-privé, pourraient apporter une réponse aux besoins en matériel et équipements agricoles, à travers la vente et la location du matériel agricole, les prestations de services, la formation des utilisateurs et la maintenance. Bref, chaque CRMA aura pour mission de couvrir les besoins en mécanisation de sa région en mettant à la disposition des producteurs de la région, du matériel et équi-

pements agricoles servant à la préparation du sol, au semis, à l'entretien des cultures, aux récoltes, aux tâches post-récoltes, à l'irrigation et à la transformation de produits agricoles. Ils auront également à assurer des prestations de conseil et de services aux usagers. Tout en œuvrant au renforcement de la mécanisation agricole au Togo, les CRMA interviendront dans plusieurs autres domaines, à savoir : -l'amélioration de la compétitivité des chaînes de valeurs agricoles par un accompagnement de la transformation structurelle de l'agriculture togolaise ; -l'appui aux actions de formation entreprises par le gouvernement par le biais d'initiatives centrées sur les agriculteurs et les conseillers agricoles ; -la recherche et l'expérimentation de nouvelles formules sur les cultures principales identifiées avec la partie togolaise ; -l'innovation, la promotion de l'utilisation des nouvelles technologies et du digital farming et le développement de l'entrepreneuriat agricole ; -la promotion de l'accès aux intrants agricoles à travers les centres de services agricoles ; -la mise à jour de la carte de fertilité des sols. Au-delà de ces différentes initiatives et dans la dynamique d'une vision plus large du gouvernement en matière de mécanisation agricole au Togo, il est entrepris l'élaboration

d'une stratégie nationale de mécanisation agricole dont la mise en œuvre permettra de favoriser le développement harmonieux de l'agriculture togolaise en lui offrant les meilleures approches pour une mécanisation agricole durable. Le développement de la mécanisation agricole, c'est une des priorités de l'Agence de transformation agricole (ATA). Ayant pour mission de lever les facteurs de blocage dans le secteur agricole, cette agence aura à analyser les déterminants d'un système de mécanisation performant et les adapter aux besoins de production et de valorisation des produits agricoles. Faut-il le rappeler, la vision du Chef de l'Etat, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE pour le secteur agricole, est de faire de l'agriculture togolaise, une agriculture productive à haute valeur ajoutée, moteur de valeur économique des agriculteurs et de croissance du pays. En cela, le rôle de la mécanisation est essentiel pour réduire la pénibilité du travail et contribuer ainsi à faire de l'agriculture, un pôle d'attraction pour l'emploi des jeunes. De l'augmentation de la productivité et des rendements agricoles induite par cette mécanisation, il pourra se dégager de façon constante d'importantes quantités de matières premières agricoles nécessaires à l'alimentation des usines de transformation agro-alimentaire. **L.R.**

UN AUTRE VISAGE À PARTIR DU 1ER JANVIER 2024 Les 03 catégories de personnes qui vont bénéficier de l'assurance maladie

Le pays vient de faire un pas en avant en matière de couverture santé universelle qui veut que chaque personne ait accès à des services de santé de qualité dont elle a besoin, au moment et à l'endroit où elle en a besoin, sans que cela génère pour elle des difficultés financières. Des populations jadis non prises en compte vont être aidées.

L'assurance maladie universelle englobe une gamme complète de services de santé essentiels tout au long de la vie. Pour la toucher du doigt, il faut des personnels de santé et d'aide à la personne, des infrastructures adaptées (hôpitaux, pharmacies), des matériels, etc.

Gage de développement

La couverture santé est un défi pour chaque pays. Selon l'Organisation mondiale de la santé, « en protégeant les personnes des conséquences financières du paiement direct des services de santé, on réduit le risque qu'ils s'effondrent dans la pauvreté lorsqu'une maladie soudaine les force à dépenser les économies de toute une vie, à vendre leurs biens ou à emprunter ». En octobre 2023, l'OMS a souligné qu'environ 02 milliards de personnes font face à des dépenses de santé catastrophiques entraînant leur appauvrissement. L'institution recommande de réorienter les systèmes de santé en adoptant une approche axée sur les soins de santé primaires, ce qui pourrait augmenter l'espérance de vie moyenne mondiale de 3,7 ans d'ici à 2030.

Le Togo se met déjà dans la bonne direction.

Un autre visage à partir du 1er janvier 2024

Le gouvernement a communiqué en début du mois d'octobre 2023 que de nouvelles couches et catégories de personnes auront droit à l'assurance maladie universelle, à compter du premier jour de la nouvelle année. Un premier décret adopté fixe le panier de soins de référence de l'assurance maladie universelle pour les salariés du secteur public et les travailleurs du secteur privé formel. Il définit 03 groupes ou catégories de personnes assujetties à l'assurance maladie universelle. Premièrement, il y a les agents publics et assimilés ainsi que les titulaires des pensions civiles et militaires. Ensuite, les travailleurs du secteur privé, les titulaires des pensions de retraite du secteur privé, les ministres du culte, les travailleurs indépendants et les personnes relevant des secteurs informel et agricole. Et en troisième position, les personnes vulnérables. **L.R.**

INCLUSION FINANCIÈRE/SAM Des retombées des efforts du Togo en matière de finance inclusive

En matière de l'inclusion financière, le Togo reste une référence en Afrique. Fruit de l'engagement pris par le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé à relever les défis de l'inclusion financière, avec la mise en place des mécanismes inclusifs et durables. Les résultats engrangés ces dernières années suscitent l'admiration des partenaires, et font dire aux experts que le Togo est une référence en la matière. C'est en cela que le choix de Lomé pour abriter la sixième Semaine africaine de la microfinance, du 16 au 20 octobre 2023, trouve toute son importance.

Des chefs de gouvernement, ministres, représentants des organisations internationales, investisseurs, chercheurs, banquiers, innovateurs et institutions de microfinances, de 58 pays dont 40 africains, sont attendus à partir du 16 octobre 2023, à Lomé, à cette rencontre internationale qui s'inspirera sans aucun doute de l'expérience du Togo qui a enregistré des performances louables dans le secteur d'inclusion financière. Ainsi, durant une semaine, plus de 70 thématiques de formations seront dispensées au cours de cette sixième édition de la Semaine africaine de microfinance (SAM) par des experts, pour près de 1300 participants provenant de 58 pays dont 40 d'Afrique ; une bonne occasion pour les acteurs togolais de se perfectionner davantage. Le pays affiche des progressions significatives au sein l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Selon les données publiées par le gouvernement togolais en janvier 2023, conformément aux statistiques de la BCEAO, le taux d'inclusion financière dans le pays, « est passé de

72,2% en 2018 à 85,72% en 2021, faisant du pays la meilleure performance dans l'UEMOA ». Toujours selon les mêmes sources, sur la même période considérée, le taux global de pénétration démographique des services financiers qui mesure le nombre total de points de services financiers dans le pays, rapporté à la population adulte, est passé de « 33 points à 67 points ». Dans le pays, le taux de pénétration géographique des services financiers décentralisés (points de services financiers/1000km²) a également connu une progression remarquable entre 2018 et 2021, passant de « 259 points à 589 points ». Ces performances traduisent la ferme volonté du Togo et les efforts consentis pour l'inclusion de tous les togolais conformément à l'axe 1 de la FDR et spécifiquement l'inclusion financière. Après la création du FNFI en 2014, qui a permis d'octroyer près de 1 900 000 crédits pour un montant de plus de 109 milliards de francs CFA, avec un taux moyen de remboursement de 95%, le Togo s'est doté d'une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière en 2021 conduite par le

Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du secteur Informel. L'ambition est de booster le secteur de la microfinance à travers le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que l'accompagnement des acteurs, mais également l'assainissement du secteur et la facilitation à l'accès aux ressources aussi bien des bénéficiaires qu'aux IMF. Placée cette année sous le thème « vers une finance inclusive et durable », la SAM a pour ambition d'offrir une plateforme africaine unifiée d'échange sur les enjeux de la microfinance en réunissant tous les professionnels du secteur : investisseurs, IMF, chercheurs, banques, réseaux, innovateurs et gouvernements, entre autres. En rappel, la SAM un événement majeur dédié au développement de l'inclusion financière en Afrique qui a lieu tous les deux ans sur le continent, avec pour ambition principale d'offrir une plateforme africaine unifiée d'échanges sur les enjeux de la microfinance en réunissant tous les professionnels du secteur. A souligner que la capitale abrite une rencontre des acteurs des institutions de microfinance africaines. Dénommée Semaine Africaine des Microfinances (SAM), les travaux de ce rendez-vous continental ont effectivement démarré à Lomé le lundi 16 octobre 2023. Ils devront permettre aux bailleurs et administrateurs de ces institutions qui financent les ac-

Suite à la page 7

MT-2023 : Le Ministre LAMADOKOU décline l'ambition du Togo dans le Tourisme

La journée mondiale du tourisme a pris une teinte particulière au Togo cette année, avec une exploration fascinante de la région de la Kara par les autorités du ministère du tourisme et des influenceurs. Du mausolée de Sarakawa à la majestueuse statue du Christ Rédempteur de Dfalé, les voyageurs ont plongé dans l'immensité et la beauté du paysage touristique togolais.



Le point d'orgue de cette aventure a été la visite du site Koutammakou, un site emblématique qui incarne le thème choisi par l'Organisation Mondiale du Tourisme cette année : « Tourisme et investissements verts ».

Trésor culturel au patrimoine mondial de l'UNESCO

Au cœur des collines verdoyantes du Togo se trouve le Koutammakou, un trésor culturel d'exception qui abrite les Batammariba, « ceux qui sont les vrais hommes », depuis des siècles. Ce territoire, inscrit fièrement au pa-

trimoine mondial de l'UNESCO, est bien plus qu'un simple site touristique. Il est l'incarnation d'une harmonie profonde entre l'homme et la nature.

Koutammakou, patrimoine culturel et immatériel

Outre son riche patrimoine culturel matériel, le Koutammakou brille par son patrimoine immatériel. Les rituels, les cérémonies, les chants, les danses et les initiations font partie intégrante de l'essence de ce lieu exceptionnel.

Lors de la journée mondiale du tourisme, le ministre de la Culture, Dr Kossi Gbenyo Lamadokou, a symbolisé l'engagement envers un tourisme durable en plantant des arbres sur le site, un geste en parfaite cohérence avec le thème de cette année.

Au-delà de l'exploration, le ministère du tourisme du Togo a lancé un projet ambitieux visant à valo-

riser le Koutammakou. Une étude détaillée a été entreprise pour planifier des activités qui transformeront le site en un pôle d'attraction culturelle, touristique et économique.

Ces initiatives bénéficieront non seulement aux populations locales et nationales mais également à la communauté internationale, faisant du Koutammakou un trésor partagé par le monde entier.

par les hommes armés. Ce qui a engendré de facto un défaut de recouvrement des créances et une baisse de l'épargne.

Les travaux de Lomé devront permettre aux délégués de formuler des recommandations et des propositions à l'endroit des pouvoirs publics en vue d'accompagner les actions des Institutions des Microfinances sur le Continent. Notamment par des mesures de sécurisation des agences et la mise en place de fonds de garantie.

M. Bimoké

PASH-MUT : De l'eau potable pour un million d'habitants

L'accès à une eau de qualité sans coût excessif est de plus en plus garanti sur l'étendue du territoire. Le cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) a permis de savoir que 8,09 habitants vivent au Togo. Ils ont besoin de l'eau potable.

4,15 millions de femmes et 3,94 millions d'hommes composent ce nombre qui s'est accru de 2,3 % en moyenne depuis 2010 et le dernier dénombrement de 6,19 millions d'habitants.

La région la plus peuplée

C'est le Grand Lomé. Elle enregistre la plus forte démographie avec 2,18 millions d'habitants, d'où le besoin pressant de leur assurer la disponibilité de la ressource vitale.

C'est donc pour cela que le Projet d'amélioration de la sécurité hydrique en milieu urbain au Togo (PASH-MUT) est né. D'une durée de 6 ans, il est financé par la Banque mondiale à hauteur de 62 milliards de francs CFA, l'équivalent de 100 millions de dollars.

Objectif et cible

L'initiative, lancée en octobre 2023, va être mise en œuvre pour près d'un million de personnes vivant dans la zone du Grand Lomé. Elles vont avoir un meilleur approvisionnement en eau potable et des services d'assainissement beaucoup plus efficaces.

La région du Grand Lomé renferme 13 communes. Le réseau du Grand Lomé couvre actuellement 58 % des abonnés de la Société togolaise des eaux (TdE). L'objectif du PASH-MUT est d'accroître la distribution pour satisfaire les demandes croissantes.

Les réalisations à faire

Selon le ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, 6 nouveaux systèmes autonomes d'adduction d'eau potable seront installés. Le nombre d'écoles et formations sanitaires bénéficiaires des installa-



tions Wash et Santé et hygiène menstruelles (SHM) devrait être 110. L'exécutif s'attend à ce que 10 000 élèves dont 5 000 filles soient touchés par le Wash et la SHM. 200 000 branchements au réseau d'eau potable de la TdE sont attendus, ce qui va réduire de 40 % à 20 % les pertes d'eau non facturée de la TdE.

Un projet salvateur

Le PASH-MUT prévoit aussi la construction d'une station de traitement de boues de vidange de capacité allant jusqu'à 1 100 m3 par jour. En tout, 157 000 personnes vont bénéficier des installations et adductions d'eau dans les localités périphériques de Lomé comme Adetikopé Est, Togblécopé, Apéssito, Kohé, Zanguéra, Devego. Fin 2022, le taux de desserte en eau potable dans le Grand Lomé est de 71 %.

JUSTICE : Tribunal militaire de Lomé déjà opérationnel

Le tribunal militaire de Lomé est désormais opérationnel. Le 9 Octobre 2023 à Lomé, les membres de ladite juridiction ont été présentés par le garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation, Pius Kokouvi Agbétomey lors d'un atelier aux représentants des forces de défense et de sécurité (FDS).



Les juridictions militaires au Togo, on en parle depuis les années 1980 mais aujourd'hui, elles sont opérationnelles. Elles ont été portées sur les fonts baptismaux à travers la loi portant code de justice militaire votée en 2016 et modifiée par la loi 2023-001 du 09 janvier 2023, donnant lieu à la prestation de serment des magistrats et des greffiers appelés à prester dans ces juridictions. Ces personnels ont été présentés au grand public, le 09 Octobre 2023, par le garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation, Pius Kokouvi Agbétomey.

La mise en œuvre des juridictions militaires a une portée sociale en ce

qu'elles viennent rétablir une égalité en droits et devoirs entre tous les citoyens. « Nous devons faire mentir la légende parce que pour le citoyen lambda, les militaires constituent une catégorie particulière. Mais aujourd'hui avec l'avènement de la justice militaire, le togolais saura que le militaire est un frère. Le militaire jouit des mêmes droits et des mêmes obligations que lui et que le militaire aussi est soumis à la loi bien sûr ce que les gens l'ignorent », a déclaré le ministre.

Toutes les dispositions ont été prises par la loi pour que le droit soit dit, en témoigne la composition des juridictions militaires. « Elles sont conçues

pour être animées non seulement par les magistrats de l'ordre civil mais aussi par les magistrats purement militaires former à cet effet », a précisé le garde des sceaux.

Pourquoi des magistrats civils dans des juridictions militaires ?

C'est pour tenir compte de la spécificité de la matière militaire tout en s'assurant du respect des principes d'indépendance et d'impartialité. En formation selon les explications du ministre :

La formation de jugement du tribunal en matière correctionnelle est présidée par un juge de droit commun assisté de deux assesseurs qui sont des militaires (art. 24 nouveau, 26 nouveau et 27 nouveau CJM (code de justice militaire)).

La formation de jugement du tribunal en matière criminelle est présidée par un magistrat de droit commun assisté de deux assesseurs qui sont des magistrats professionnels, dont un au moins est magistrat militaire (art. 24 nouveau, 26 nouveau et 27 nouveau CJM) et de 6 jurés militaires.

La formation de jugement de la cour d'appel en matière correctionnelle est présidée par un magistrat de droit commun assisté de deux conseillers dont l'un au moins est un magistrat militaire (art. 40 nouveau CJM).

La formation de jugement en matière criminelle est présidée par un magistrat de droit commun assisté de quatre conseillers dont deux obligatoirement sont des magistrats militaires (art.41 nouveau CJM).

Suite de la page 6

tivités des PME/PMI d'échanger des expériences en ce moment où plusieurs pays sont confrontés aux assauts répétés des groupes terroristes. Déjà, un atelier de haut niveau a réuni les délégués venus des quatre coins du Continent autour d'un thème central très évocateur : 'analyse de la montée des risques socio-politiques dans le sahel et mise en place d'un mécanisme de garantie pour y faire face'.

Les nombreuses crises sécuritaires enregistrées ci et là ont contraint certaines institutions à tirer les rideaux dans zones régulièrement visitées



Besoin de VISIBILITÉ ?
FAITES-NOUS CONFIANCE!

La puissance de la Fibre à Notsé !

Internet Très Haut Débit à partir de

15 000 FCFA /Mois



Le Berceau du Peuple EWE

La Fibre

 **888 | 119**

ou en agence/commercial itinérant

Frais d'installation à 10.000 F
Offres soumises à conditions.

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom